17 avril 2015

A Bruxelles, l'évidence du respect des traités

PAR JEAN QUATREMER CORRESPONDANT À BRUXELLES

Le gouvernement grec issu des élections du 25 janvier, qui rencontre ses créanciers ce samedi à Paris, invoque sa légitimité politique, le mandat qu'il a reçu de son peuple, pour refuser fermement d'appliquer les remèdes budgétaires, économiques et sociaux les plus douloureux exigés par ses créanciers européens. A suivre le parti de gauche radicale Syriza, il y aurait, d'un côté, une Grèce démocratique et, de l'autre, une zone euro bureaucratique sans aucune légitimité politique. La réalité est tout autre : la zone euro, ce sont 19 Etats membres de l'UE regroupant plus de 335 millions de personnes, qui ont la même monnaie en partage. Le Premier ministre grec, Aléxis Tsípras, négocie donc avec 18 gouvernements tout aussi démocratiques que le sien. Ce sont eux, ou leurs prédécesseurs, qui ont exigé, en échange d'une aide massive à la Grèce (240 milliards d'euros pour un pays de 11 millions de personnes), ces fameux remèdes que Syriza rejette. La crise grecque révèle un choc de légitimité entre les Etats d'un côté et la quasi-fédération qu'est la zone euro de l'autre. Une fédération qui limite la marge de manœuvre des Etats, ce dont ni les peuples ni leurs dirigeants n'avaient pris conscience avant la crise de la zone euro.

Limites. Il revient à Jean-Claude Juncker, le président de la Commission européenne, d'avoir posé les termes du débat : *«Dire qu'un monde nouveau a vu le jour après le scrutin [grec] n'est pas vrai. Nous respectons le suffrage universel en Grèce, mais la Grèce doit aussi respecter les autres, les opinions publiques et les parlementaires du reste de l'Europe. Des arrangements sont possibles, mais ils n'altéreront pas fondamentalement ce qui est en place»* car *«il ne peut pas y avoir de choix démocratique contre les traités européens»* (1). Certains, à l'extrême droite et à l'extrême gauche, ont vu dans ces propos la confirmation que l'Union européenne s'opposait sans vergogne aux démocraties nationales et que l'on pouvait parler *«d'UERSS»…*

Ce que rappelle Juncker est pourtant une évidence : les Etats de l'Union sont engagés par les traités qu'ils ont librement signés *(pacta sunt servanda)* et une nouvelle majorité politique ne peut ni s'en affranchir ni les modifier unilatéralement. Un Etat reste lié par ce qu'il a signé, quelle que soit la majorité politique en place, et son action ne peut que s'inscrire dans les limites ainsi tracées. C'est aussi le cas à l'intérieur des Etats : une région ou une ville française ne peut s'affranchir des lois de la République. L'action politique et économique est contrainte par le cadre dans lequel elle s'inscrit.

Impossible. Si les Etats ne sont en général pas prêts à accepter qu'une de leurs composantes prenne son indépendance, ce n'est pas le cas au sein de l'Union : chaque pays peut demander à la quitter (depuis le traité de Lisbonne, une procédure est même prévue). Mais il n'y a pas de moyen terme, a rappelé Juncker : *«On ne peut pas sortir de l'euro sans sortir de l'Union.»* Cela peut se faire très vite et, alors, le pays dégagé de ses engagements européens pourra mener la politique qu'il entend, même s'il lui sera impossible de s'exonérer des «lois» de l'économie. La Grèce, par exemple, resterait exclue

des marchés, sans bénéficier des fonds de la zone euro et des aides structurelles du budget européen (jusqu'à 4% de son PIB par an), et ne deviendrait pas par miracle une puissance économique… Sans aller jusque-là, un Etat peut demander un changement des traités afin qu'ils soient plus conformes à ses attentes. Mais c'est une procédure longue, qui passe par un accord unanime des 28 gouvernements et Parlements nationaux (et quelques référendums). Il peut aussi essayer de convaincre ses partenaires et les institutions communautaires de modifier leur politique dans tel ou tel domaine, ce qui peut être difficile quand la décision se prend à l'unanimité des Etats (ce qui est presque toujours le cas dans la zone euro).

Il faut donc se livrer à un délicat travail de conviction, puisque tous les gouvernements ont des contraintes de politique intérieure. Athènes va encore s'en apercevoir dimanche, lorsque les Finlandais auront élu, comme c'est attendu, une majorité hostile à toute aide à son pays. Si *«le jour a succédé à la nuit»,* comme le proclamait Jack Lang en 1981, ça n'est vrai qu'en Grèce, et Aléxis Tsípras devra en passer par un compromis douloureux, loin de ses promesses initiales. L'affaire grecque permettra peut-être à l'ensemble des responsables politiques de comprendre que, dans le domaine des compétences partagées au niveau européen, on ne peut plus promettre autre chose à ses électeurs que de s'engager à essayer de convaincre ses partenaires de changer de politique.

(1) Entretien publié par «le Figaro» du 28 janvier.

17 avril 2015

En Grèce, l'impression d'être saigné par l'UE

PAR MARIA MALAGARDIS

«O*n a vendu aux citoyens européens, un storytelling mensonger : ils croient qu'ils payent pour sauver une Grèce endettée, alors que le prétendu plan de sauvetage de la Grèce n'a été conçu que pour sauver de la faillite les banques allemandes et françaises qui avaient prêté de manière inconsidérée à des gouvernements grecs corrompus»,* soulignait en février le nouveau ministre grec de la Culture, Nikos Xydakis, lors d'un entretient avec *Libération.*Un ministre de la Culture qui parle d'économie ? Comme tout le monde en Grèce, où l'opinion s'est contrainte à une formation accélérée afin de pouvoir déchiffrer les diktats de la galaxie financière. Mais avant d'être ministre, Nikos Xydakis était surtout journaliste, célèbre pour ses chroniques sur la crise. Aujourd'hui, sa version de la gestion de la dette grecque est partagée par une immense majorité de Grecs, mais elle est aussi communément admise dans certains cercles d'économistes à l'étranger. *«Il ne faut pas oublier que les représentants de la zone euro sont largement responsables des souffrances endurées par les Grecs ces cinq dernières années. En augmentant leur endettement en 2010 pour sauver les banques françaises et allemandes»,* rappelle ainsi la revue américaine *Foreign Policy* dans sa dernière édition.

Sacrifices. Si le deal était biaisé au départ, le remède est perçu comme non seulement injuste, mais inefficace par l'opinion publique. Les Grecs voyant salaires et retraites fondre comme neige au soleil, découvrant le phénomène des SDF (jusqu'alors totalement inconnu) et se sentant en permanence menacés de perdre tous leurs droits sociaux (un tiers de la population en est déjà privé). Malgré ces sacrifices, l'endettement du pays continue de croître (de 130% du PIB en 2009 à 175% en 2014). C'est cette équation inefficace qui explique le succès de Syriza aux législatives de janvier. A la veille du scrutin, le magazine d'investigation *Hot Doc* a montré, preuve à l'appui, que le précédent gouvernement recevait par mails de Bruxelles ou du FMI les réformes à mettre en œuvre. Une révélation qui est venue s'ajouter aux confessions de députés avouant ne pas avoir lu le contenu des lois d'austérité qu'ils avaient voté au Parlement depuis 2010. Avec un passif aussi désastreux, le bras de fer actuel avec les créanciers du pays est très largement ressenti comme une injustice. D'autant que le gouvernement Tsípras a jusqu'à présent remboursé tous les prêts dus à la date fixée, sans aucun apport extérieur puisque Bruxelles et le FMI bloquent l'octroi du prêt de 7,2 milliards d'euros dans l'attente d'une liste de «réformes». Un terme abstrait qui désigne cette poursuite de la politique d'austérité sanctionnée par les électeurs.

Idées reçues. La Grèce a besoin de réformes ? Personne ne le nie à Athènes, où les raisons de se plaindre des lenteurs bureaucratiques et de la corruption de certains services publics ne manquent pas. Reste que plusieurs procès prévus dans les prochains mois risquent de mettre en évidence le fait que les plus grosses affaires de corruption impliquent des entreprises allemandes, comme Siemens ou Ferrostaal, qui ont ainsi indirectement participé à l'endettement du pays.

Deux commissions mises en place par le nouveau gouvernement pourraient aussi bousculer quelques idées reçues sur la vertueuse Europe face à la gabegie grecque. Chacune de leur côté, elles examineront en effet les conditions du plan de sauvetage de la Grèce et feront un audit des finances publiques - en épluchant ainsi tous les deals effectués avec les créanciers pour en examiner la légalité comme la légitimité. Or cet audit est en réalité une obligation : il est imposé par un règlement voté à Bruxelles en mai 2013.

Où en sera le pays quand ces deux commissions auront achevé leurs travaux ? Elu avec 36% des voix, Syriza et son leader Aléxis Tsípras sont soutenus aujourd'hui par 47% de la population grecque. Essentiellement en raison de leur résistance aux exigences européennes. *«S'il cède, il se grille. Syriza représentait à peine plus de 4% des électeurs en 2009, rappelle le journaliste Sotiris Koukios. Toute la popularité acquise depuis n'est qu'un prêt contre l'austérité.»*